



## Retour à une politique d'apaisement?

Par GEORGE MEANY

Le sénateur démocrate Fulbright, Président de la Commission des affaires étrangères du Sénat, a déclaré dans un discours prononcé devant le Sénat le 25 mars 1964 que la politique étrangère de notre pays se fondait en grande partie "sur des mythes et sur des faits objectifs". Partant, il souhaiterait que les Etats-Unis ne prennent à penser l'impensable" tournant certaines questions, particulièrement nos relations avec l'Union soviétique, ses satellites en Europe, la Chine communiste, le Vietnam du Sud, Cuba et Panama. M. Fulbright n'a pas proposé de mesures concrètes pour remplacer celles que Washington applique actuellement, mais son discours implique la politique nouvelle qu'il aimerait nous voir poursuivre, notamment à l'égard des pays communistes. Fait significatif, il a omis la question de l'Allemagne, soit le noeud même du problème des relations Est-Ouest.

Le sénateur Fulbright, épris de "souplesse" et de "réalisme", a dit aussi que le caractère de la guerre froide... s'est profondément modifié" par suite "du changement radical qui est intervenu au sein du monde communiste et dans les relations entre les pays qui le composent". Pour lui, l'idée de "l'Etat communiste, quel qu'il soit, mal sans mélange et ennemi implacable du monde libre" est un "mythe". Il maintient "qu'il faut faire une distinction entre le communisme en tant qu'idéologie et la puissance et la politique de l'Etat soviétique". "Ce ne sont ni la doctrine communiste ni le communisme tel qu'il est pratiqué en Union soviétique ou dans n'importe quel autre pays, qui nous menacent". M. Fulbright admet que "l'Union soviétique" reste toujours "un adversaire des plus forts" mais il croit aussi "qu'elle a cessé d'être entièrement et inflexiblement hostile à l'Occident. Elle a témoigné un désir nouveau de conclure des arrangements avec l'Occident qui sont avantageux pour l'une et pour l'autre partie".

D'après M. Fulbright, le "changement radical" date de la crise cubaine d'octobre 1962, quand Khrouchtchev a acquis la conviction qu'agressions et aventures portaient en elles-mêmes des risques auxquels ni lui ni son système tout entier ne pouvaient s'exposer. Ce que M. Fulbright n'a pas démontré, toutefois, c'est que les gouvernements soviétiques ont renoncé à l'aventure et aux projets d'agression par suite de cette mise en présence des deux parties dans les Caraïbes. Que Moscou ait ratifié le traité sur l'arrêt limité des essais nucléaires ne prouve pas une transformation profonde ni des intentions pacifiques. Le Président Kennedy nous a mis en garde contre de pareilles illusions dans son plaidoyer en faveur de la ratification du traité susdit: "Ce traité n'apporte pas le paradis sur terre. Il ne résoudra pas tous les conflits, il n'amènera pas les communistes à renoncer à leurs ambitions, il ne supprimera pas les dangers de guerre. Il ne diminuera pas notre besoin d'armes, ou d'alliés ou de programmes d'assistance à d'autres pays".

L'éditorial suivant du Président de l'A.F.L.-C.I.O. a été publié dans la revue mensuelle de l'A.F.L.-C.I.O. "The American Federationist" (mai 1964).

L'accord soviéto-américain sur la réduction de la production des matériaux nucléaires dont des réserves considérables ont été constituées au cours des dernières années, n'est pas une garantie contre une agression soviétique. Il ne comprend aucune disposition relative à un système quelconque d'inspection ni de vérification. Comme le Président Johnson l'a dit très justement: "Il ne s'agit pas de désarmement".

Il n'est pas sans intérêt de noter que, le 17 janvier 1964, Khrouchtchev a déclaré à Castro: "Non seulement le communisme est-il en train de s'établir au-dedans des frontières de l'U.R.S.S.; nous faisons également tout notre possible pour assurer la victoire du communisme dans le monde entier". Un mois plus tard, Khrouchtchev a affirmé derechef au Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique qu'il n'a pas "cessé d'être entièrement, implacablement hostile à l'Occident" et que "les impérialistes américains pratiquent la politique du gendarme agresseur qui réprime la lutte des peuples pour tout ce qui est nouveau et révolutionnaire". Au cours des débats actuels sur le désarmement, Moscou s'est montré particulièrement inflexible dans son opposition à toute inspection et à tout contrôle effectifs. Pendant les cérémonies qui ont marqué son soixante-dixième anniversaire, Khrouchtchev a répété son ultimatum concernant Berlin.

Il ne s'agit pas ici de mythes mais de faits, de la réalité de la situation mondiale à l'heure présente. Et cependant, le sénateur Fulbright se plaint que "nous sommes prédisposés à considérer tous les conflits comme une lutte entre des intérêts opposés... C'est devenu un axiome de l'après-guerre que, comme notre Président réside à Washington et le Pape à Rome, le diable siège immuablement à Moscou". M. Fulbright doit bien savoir, cependant, que ce n'est pas le Président des Etats-Unis qui a ordonné la construction du Mur de la honte qui partage Berlin. Ce ne sont pas les "divisions" du Pape qui ont abreuvé les rues de Budapest du sang de travailleurs et d'étudiants qui ne désiraient rien de plus que de vivre librement et en paix. Il n'est qu'un diable pour perpétrer ces crimes et d'autres horreurs. Et ce "diable siège immuablement à Moscou". Pas plus en 1964 qu'en 1939, aucune tentative d'accommodement avec les dictateurs en quête de domination mondiale ne peut mener à la paix, si sincèrement qu'on puisse espérer le contraire.

Les différences essentielles qui séparent notre pays et ses alliés de l'U.R.S.S. et de la Chine communiste résultent de deux modes de vie distincts. La tyrannie communiste contre la démocratie, si imparfaite

soit-elle, voilà la question primordiale de notre époque. Les communistes visent à dominer le monde et à le refaire sur le modèle léniniste-soviétique; les puissances occidentales ne cherchent ni à dominer le monde ni à le refaire selon tel système démocratique particulier. Si tous les régimes communistes admettent qu'il faut détruire notre démocratie et ses institutions, ils ne sont pas toujours d'accord entre eux ni sur le choix d'un chef ni sur les précédés à suivre pour nous enterrer. L'étendue du danger pour la liberté des hommes et la paix que constitue tel Etat communiste est fonction de ses dimensions, de ses ressources, de son potentiel économique et militaire. Il suit que si tous ces Etats sont des maux sans mélange, ils ne sont pas tous également dangereux.

Les croyances totalitaires et les agissements des Soviétiques sur le front intérieur font partie intégrante de leur politique extérieure que celle-ci reflète, d'ailleurs: fomentation, financement et direction de guerres dites de libération en Amérique latine, en Afrique, en Asie et de luttes des classes dans tout le monde libre. C'est ainsi que la PRAVDA, porte-parole principal de Khrouchtchev, a souligné le 6 décembre 1963 que: "Le Parti communiste de l'Union soviétique estime qu'il est de leur devoir international de soutenir à fond par des moyens politiques et économiques et, s'il le faut, par la fourniture d'armes, les guerres de libération nationale des peuples asservis". Mais qui décide s'il s'agit d'une "guerre de libération nationale"? Le gouvernement soviétique, bien entendu. Qui décide quand une "démocratie populaire" est véritablement démocratique, véritablement populaire? Le gouvernement soviétique, bien entendu. C'est là le dogme par excellence du Kremlin. L'oublier, c'est ne pas voir les faits.

D'après M. Fulbright: "Que le bloc communiste constitue un monolithisme composé de gouvernements qui n'en sont pas réellement parce qu'ils ne sont que des conspirations constituées, voilà le mythe monstre de la guerre froide". C'est au contraire une vérité terrible que tous ces gouvernements ont été portés au pouvoir grâce aux menées subversives des communistes ou qu'ils ont été imposés par la force des armes soviétiques. Ce sont des régimes établis par l'étranger. C'est Moscou qui a inventé le mythe de leur "unité monolithique" afin de faire croire au monde occidental qu'ils sont soutenus par le peuple. Et par conséquent, lorsque le sénateur Fulbright omet de distinguer les peuples des gouvernants qui les oppriment, c'est bien lui qui, de fait, prend le mythe communiste pour une vérité. N'oublions pas l'insurrection des Allemands de l'Est le 17 juin 1953, l'agitation en Pologne, le malaise en Tchécoslovaquie, la révolution en Hongrie.

Il était évident, dès le moment que les communistes chinois s'étaient emparés du pouvoir, que la Chine ne serait jamais un simple satellite de l'U.R.S.S. Une mésen-

(Suite en page 34)